

QUELLES SONT LES DEFIES DE LA PRESSION FISCALE EN ROUMANIE? APPROCHE QUANTITATIVE DANS LA PERSPECTIVE DE LA MODELISATION ECONOMETRIQUE DES VARIABLES FONDAMENTALES DU SYSTEME FISCALE

Brezeanu Petre

Finance Doctoral School, Academy of Economic Studies, Bucharest, +4 0740 464 952, cristina_triandafil@yahoo.com

Triandafil Cristina Maria

Academy of Economic Studies, Bucharest, +4 0721 641 525, brezeanupetre@yahoo.com

Abstract: L'adoption du traité de Maastricht a déterminé une préoccupation aiguë pour la cible de déficit budgétaire de 3%. Les finances publiques des états membres se sont concentrées sur l'élaboration des politiques destinées à assurer un contrôle ferme du déficit budgétaire. La littérature de spécialité inclut de nombreuses discussions contradictoires concernant les deux composants des finances publiques – budgétaire et fiscale – capables d'assurer une gestion performante du solde budgétaire. Le dilemme de la concentration soit sur l'instrument budgétaire, soit sur l'instrument fiscal pour toucher à la cible de déficit budgétaire a déterminé l'adoption des mesures qui ont visé soit la diminution des charges publiques (France ou Allemagne), soit la croissance des revenus fiscaux (le cas des pays émergents est européens).

Ce papier se propose de mettre en évidence quelles sont les variables déterminantes de la pression fiscale en Roumanie, tout en se concentrant sur les deux catégories de politiques. Le défi c'est de relever de la direction de détermination des deux variables – charges et revenus publiques.

Key-words: pression fiscale, politique fiscale, politique budgétaire

JEL Classification Numbers: G21, G30, G33

Introduction

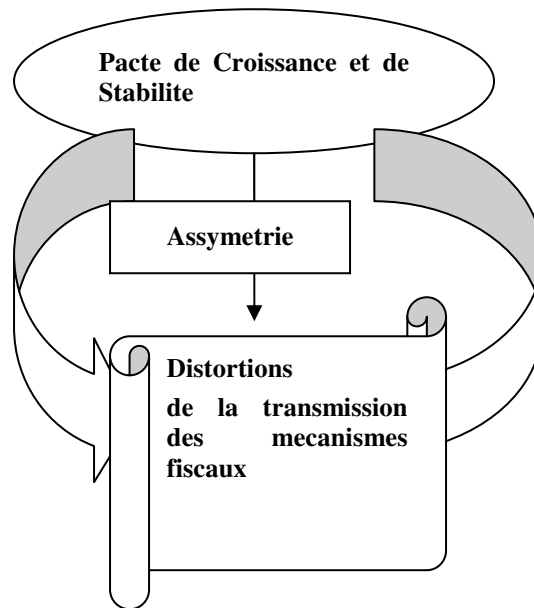
L'adoption du Traité de Maastricht de 1992 et, ultérieurement, du Pacte de Stabilité et de Croissance, ont eu une influence importante sur les politiques fiscales européennes dans la perspective des exigences établies au niveau du déficit budgétaire et de la dette publique. Beaucoup de discussions contradictoires sont apparues autour des deux valeurs cle – 3% pour le déficit budgétaire et 60% pour la dette publique. On a demandé fréquemment des explications concernant les principes qui par rapport auxquels on a mis le fondement numérique des deux critères.

En fait, les deux valeurs cible ont été déterminées par la moyenne enregistrée au niveau des 15 états membres. En 1992, l'année où le traité de Maastricht a été signé la moyenne du poids de la dette publique au PIB pour les 15 états membres a été 60,4%. Économétriquement, on a relevé du fait qu'à un poids de la dette publique au PIB de 60%, c'est un déficit budgétaire 3% qui correspond dans les conditions où on enregistre une croissance économique nominale de 5%.

La validité de ces critères a été durement contestée ; la réalité économique a relevé pour les états membres, au niveau de l'année 2006, une dette publique moyenne de 2 fois plus élevée que celle des états qui se trouvaient en train d'être intégrés (Bulgarie, Grèce Italie – 100%) tandis que ceux-là ont enregistré des déficits plus élevés (Pologne -20%).

C'est ainsi que l'asymétrie apparaît et qui est déterminée par les distorsions enregistrées au niveau de la transmission des mécanismes fiscaux.

Graphique no 1 – Assymetrie generee par les contraintes budgetaires

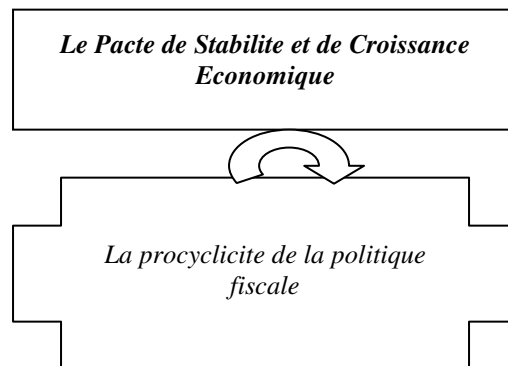


Source : traitement propre

On suppose qu'un pays enregistre des deficits eleves, non-soutenables a long terme. Dans ce cas, la prime de risque correspondante aux emissions obligataires gouvernementales realisees par ce pays va augmenter. Si les deficits enregistrent des augmentations continuelles, le marche financiere interne et internationale va limiter les moyens de financement ¹. Ainsi, la prime de risque va devenir prohibitive et la perspective du blocage de l'accès au marche international de capital va diminuer les emissions obligataires, ce qui va determiner d'une maniere automatique la reduction de la dette publique, mais aussi du deficit budgetaire ².

L'assymetrie impliquee par les prevoyances du Pacte de Stabilité et de Croissance se manifeste specialement dans le contexte des contradictions qui puissent apparaitre entre la politique fiscale nationale et celle reglementee au niveau europeen³. Dans le cas d'une recession economique, les autorites fiscales ne peuvent pas operer des modifications sur les stabilisateurs fiscaux. Ainsi, la politique fiscale devient procyclique pendant les periodes de recession parce le taux fiscale augmente et les charges publiques diminuent.

Graphique no 2 – La dimension restrictive du Pacte de Stabilité et de Croissance



Source : traitement propre

¹ M Hughes Hallett, Andrew, John Lewis and Jürgen von Hagen (2003), *Fiscal Policy in Europe, 1991-2003: An Evidence-based Analysis*, CEPR, London.

² Wyplosz, Charles (2002), *Fiscal Discipline in EMU: Rules or Institutions?*, paper prepared for the April 16 meeting of the Group of Economic Analysis of the European Commission, Geneva.

³ Meltze Calmfors, Lars (2005). *What Remains of the Stability Pact and What Next?* Swedish Institute for European Policy Studies, Stockholm

Dalsgaard et DeSerres (1999) ont pris en consideration la perspective d'une politique fiscale prudente justement pour eviter cette procyclicite. La prudence va devenir possible seulement dans le contexte de la cosnstitution d'un surplus budgetaire qui va conferer aux stabilisateurs fiscaux la capacite d'operer automatiquement pendant les periodes de recession justement pour eviter les deficits publics au dela des limites imposees par le Pacte de Stabilite et de Croissance.

Ce projet se propose de mettre en evidence les determinants du solde budgetaire ai niveau de la Roumanie.

2.3 La perspective quantitative sur la pression fiscale par la modelisation econometrique des relations entre les variables fondamentales du systeme fiscal

L'accentuation du phenomene inflationniste est certianement un des effets negatifs de l'apparition et de la persistence du deficit budgetaire. Au fur et a mesure que le niveau des des charges publiques va augmenter, la demande agregree va etre inflammee, ce qui va generer automatiquement l'augmentation des prix ⁴ et la baisse du pouvoir d'achat.

Le deficit budgetaire apparait dans le contexte du phenomene d'eviction (crowding out) ; la croissance des charges publiques est une modalite par laquelle les periodes de recession economique peuvent etre surmontees⁵. Les adeptes du Keynes promouvaient la necessite de de l'intervention de l'etat par l'augmentationdes harges publiques pendant les periodes de crise economique pour assurer a l'economie les ressorts necessaires pour remettre l'equilibre. Mais c'est justement dans ce contexte de relache fiscale que le deficit budgetaire apparait.

La litterature de specialite inclut de nombreuses discussions contradictoires concernant les causes du deficit budgetaire ⁶. Les discussions contradictoires sont apparues a l'egard des deux composants determinants du deficit budgetaire – les charges et les revenus publics.

⁴ Cheng, Benjamin S. (1999), *Causality between Taxes and Expenditures: Evidence from Latin American Countries*, Vol. 23, No. 2, 184-192.

⁵ Joulfaian, D., and R. Mookerjee (1990), *The Intertemporal Relationship Between State and Local Government Revenues and Expenditures: Evidence from OECD Countries*, *Public Finance*, Vol. 45, 109-117

⁶ Martin, Marc-Jean, Jaya Krishnakumar and Nils Soguel (2004), *Application of Granger Causality Tests to Revenue and Expenditure of Swiss cantons*, Cahiers du departement d'econometrie No 2004.15 du Faculté des sciences économiques et sociales, Université de Genève, 1-29

Tableau no. 1 Regression charges publiques – solde budgetaire

Dependent Variable: SB

Method: Least Squares

Date: 09/25/07 Time: 01:23

Sample: 1990 2007

Included observations: 18

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
CHP	-0.126905	0.015285	-8.302780	0.0000
β	0.235476	0.012439	-6.34219	0.0000
R-squared	0.652697	Mean dependent var		-2302876.
Adjusted R-squared	0.652697	S.D. dependent var		2725989.

S.E. of regression	1606493.	Akaike info criterion	31.47096
Sum squared resid	4.39E+13	Schwarz criterion	31.52042
Log likelihood	-282.2386	Durbin-Watson stat	1.348634

Source : traitement propre

Theoriquement, le deficit budgetaire apparait dans le contexte des charges publiques excedentaires par rapport aux revenus publics. Cependant, quelques theoriciens considerent que le deficit budgetaire est impacte d'une maniere plus forte par le composant fiscal, c'est a dire un niveau reduit des revenus publics.

Pour surprendre d'une maniere plus viable le mecanisme qui a determine l'apparition du deficit budgetaire dans le contexte actuel de l'economie roumaine, on va tester quelques hypotheses par la construction des regressions entre le solde budgetaire (SB), comme variable dependante, et le niveau des charges publiques (CHP) et des revenus publics (VP) comme variables independentes.

La base de donnees valorisee appartient a l'Institut National de Statistiques et comprend les informations concernant les valeurs enregistrees par le solde budgetaire et des charges au long de la periode 1990-2007.

Tout en prenant en consideration la periode de transition, marquee par de profondes restructurations d'ordre economique et social, on va emettre l'hypothese par rapport a laquelle le deficit budgetaire a ete determine sous l'impact des charges publiques, la dynamique des revenus publics n'ayant pas d'impact important dans cette perspective.

Ainsi, les hypotheses testees sont:

1. Les charges publiques ont un impact important sur le deficit budgetaire
2. La dynamique des revenus publics n'a pas eu d'impact important sur le deficit budgetaire

En faisant usage de la methode des moindres carres pour estimer la regression, on remarque le fait que le solde budgetaire peut etre modele de la perspective des charges publiques, mais aussi de la perspective des revenus publics :

Tableau no. 2 La regression Solde budgetaire – Revenus publics

Dependent Variable: SB

Method: Least Squares

Date: 09/25/07 Time: 01:24

Sample: 1990 2007

Included observations: 18

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
VP	-0.139392	0.019941	-6.990076	0.0000
β	0.62412	0.002323		
R-squared	0.546836	Mean dependent var		-2302876.
Adjusted R-squared	0.546836	S.D. dependent var		2725989.
S.E. of regression	1835067.	Akaike info criterion		31.73701
Sum squared resid	5.72E+13	Schwarz criterion		31.78648
Log likelihood	-284.6331	Durbin-Watson stat		1.361468

Source : traitement propre

$$SB = -0,14*VP + 0,62412$$

$$SB = -0.126905*CHP + 0.235476$$

ou

SB = solde budgetaire

VP = revenus publics

CHP = charges publiques

Tout en construisant les deux regressions, on remarque le fait que les statistiques correspondantes de la premiere equation de regression sont plus significatives que les statistiques de la deuxieme regression.

Dans ce cas, la premiere hypothese est acceptee tandis que la deuxieme est rejetee. Ainsi, du point de vue du coefficient R-squared, mais aussi de la somme des carres des residus et de la statistique Durbin Watson, on remarque le fait que la regression construite entre le niveau du solde budgetaire (deficit budgetaire) et le niveau des charges publiques exprime une relation beaucoup plus forte entre les deux variables que la regression construite entre le deficit budgetaire et les revenus publics⁷.

Ainsi, tout en elargissant l'interpretation au niveau macroeconomique, on apprecie que le deficit budgetaire est apparu dans le contexte d'un niveau excedentaire des charges publiques par rapport aux revenus publics, plus precisement le composant budgetaire, de redistribution des finances publiques qui a ete plus fort que celui des prelevements.

Celle-ci est une particularite des economies emergentes ou l'etat s'implique par la croissance des charges publiques pour ameliorer les duretes du processus de transition de l'economie centralisee a l'economie de marche.

Mais a long terme, la persistence du defcit budgetaire a des influences negatives sur l'equilibre macroeconomique⁸.

C'est pourquoi les analystes se sont mis d'accord sur la necessite des options publiques equilibrees, qui impliquent l'interference equilibree du composant budgetaire et du composant fiscal.

On anticipe une augmentation du taux de la fiscalite en Roumanie a l'avenir, tout en prenant en consideration son integration a l'Union Europeenne et les pressions exercees par les taux de fiscalite beaucoup plus eleves des etats membres.

Dans ces conditions, il y a de nombreuses opinions par rapport auxquelles une potentielle croissance du taux de la fiscalite conduite d'une d'une maniere inevitable a l'augmentation des pressions inflationnistes, ce qui représenterait, en effet, un reel peril pour la stabilite macroeconomique⁹.

⁷ Schneider Friedrich, „Shadow Economies of 145 Countries all over the World:

Estimation Rezults over the Period 1999 to 2003”, 2005

⁸ Voinescu Lucian, Țigănescu Relu, „Fiscalitatea anului 2005- semnificativă”, Revista „Finanțe Publice și Contabilitate”, nr. 7-8/2004

⁹ Alexandru F., „Eficiență-echitate în materie fiscală”, Tribuna Economică, nr.22/31 mai 2000

Pour mettre en evidence la correlation entre la fiscalite et le niveau de l'inflation en Roumanie, on a construit deux regressions entre inflation, comme variable dependente, et les impots indirects et deficit budgetaire comme variables independentes.

Tableau no 3 Regression inflation – impots indirects

Dependent Variable: INFL

Method: Least Squares

Date: 09/25/07 Time: 02:06

Sample(adjusted): 1991 2006

Included observations: 16 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IMPIND	6.75E-05	0.000215	0.313162	0.7585
β	5.34E -09	0.000452	0.213445	0.567
R-squared	-0.757417	Mean dependent var		66.81250
Adjusted R-squared	-0.757417	S.D. dependent var		78.69284
S.E. of regression	104.3212	Akaike info criterion		12.19329

Sum squared resid	163243.7	Schwarz criterion	12.24157
Log likelihood	-96.54630	Durbin-Watson stat	0.311692

Source : traitement propre

Les hypotheses formulees seront:

1. Le deficit budgetaire detrmine l'augmentation du phenomene inflationniste
2. Il y a une relation de proportionnalite entre le niveau des impots indirects et l'inflation

Les tests statistiques realises permettent la rejection des deux hypotheses. Ainsi, au niveau de la Roumanie on constate l'inexistence d'une correlation entre le deficit budgetaire et l'inflation, tout comme entre les impots indirects et l'inflation¹⁰.

L'explication reside dans la cause de nature macroeconomique du processus inflationniste. La baisse du pouvoir d'achat, la reduction permanente des reserves en

devises de la Banque Centrale¹¹, la diminution de la capacite productive dans le

¹⁰ Antonescu M., Buziernescu R., Ciora I.L., „Tendințe actuale ale unor forme de evaziune fiscală pe plan internațional”, Revista „Finanțe Publice și Contabilitate”, nr.1/ianuarie 2004

¹¹ Friedman, M (1972), *An Economist's Protest*, Thomas Horton and Company, New Jersey

contexte des restructurations des grandes entreprises d'etat ont representes les causes principales de l'apparition et de l'accentuation du phenomene inflationniste.

La correlation faible manifestee entre les charges publiques et l'inflation a ete determinee aussi par l'adoption de la Loi du Statut de la Banque Nationale qui interdit la monetisation des deficits budgetaires. Dans ce sens, les emissions inflationnistes de monnaie ont ete evitees.

Tableau no 4- Regression inflation-deficit budgetaire

Dependent Variable: INFL

Method: Least Squares

Date: 09/25/07 Time: 02:09

Sample(adjusted): 1990 2006

Included observations: 17 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
SB	-4.56E-06	9.24E-06	-0.493947	0.6281
β	-2.345E-07	8.7E-05	-0.32156	0.341
R-squared	-0.849280	Mean dependent var		72.88235
Adjusted R-squared	-0.849280	S.D. dependent var		80.19888
S.E. of regression	109.0610	Akaike info criterion		12.27872
Sum squared resid	190309.0	Schwarz criterion		12.32773
Log likelihood	-103.3691	Durbin-Watson stat		0.278997

Source : traitement propre

Ressources bibliographiques

1. Agénor, P-R., McDermott, C. J. and Prasad, E. S. 1999. "Macroeconomic Fluctuations in Developing Countries: Some Stylized Facts." *IMF Working Paper 99/35*. Washington D.C.: International Monetary Fund.
2. Alexandru Felicia, "Eficiență-echitate în materie fiscală", *Tribuna Economică*, nr.22/31
3. Andrés, J. and R. Doménech (2005): "Automatic Stabilizers, Fiscal Rules and Macroeconomic Stability", *European Economic Review*

4. Angelescu Coralia, Cristian Socol *Politici economice. Politici de creștere economică. Politici sectoriale*, Editura Economică, București 2005
5. Antonescu M., Buziernescu R., Ciora I.L., „Tendințe actuale ale unor forme de evaziune fiscală pe plan internațional”, Revista „Finanțe Publice și Contabilitate”, nr.1/ianuarie 2004
6. Arestis, P. and Sawyer, 2002b. ""Keynesian Policies for the New Millennium," *Economic Journal* 108: 181-195." Working Paper No. 355. Annandale-on-Hudson, N.Y.: The Levy Economics Institute.
7. Arestis, P. and Sawyer, M 2003b. "The Case for Fiscal Policy." Working Paper, Forthcoming. Annandale-on-Hudson, N.Y.: The Levy Economics Institute.
8. Arestis, P. and Sawyer, M. 1998. "Keynesian Policies for the New Millennium," *Economic Journal*, 108: 181-195
9. Bhat, K. Sham, V. Nirmala and B. Kamaiah., - “Causality between Tax Revenue and Expenditure of Indian States”, The Indian Economic Journal, Vol. 40, No. 4, 1993, p. 109-117
10. Bîrle Vasile, *Frauda fiscală*, Editura Teora, București, 2005
11. Blanchard, O. J. 1985. "Debt, Deficits and Finite Horizons." *Journal of Political Economy* 93:
12. Brezeanu Petre - *Fiscalitate*, Ed. Economica, Bucuresti, 1999
13. Canova, F. and E. Pappa (2005): “Does It Cost to Be Virtuous? The Macroeconomic Effects of Fiscal Constraints”. NBER Working Paper 11065.
14. Chalk, N. and R. Hemming (2000), “Assessing Fiscal Sustainability in Theory and Practice”, IMF Working Paper, No.81..
15. Cheng, Benjamin S. (1999), Causality between Taxes and Expenditures: Evidence from Latin American Countries, Vol. 23, No. 2, 184-192.
16. Craiu Nicolae, *Economia subterană între „da” și „nu”*, Editura Economică, București, 2004
17. Dăianu D., Vrânceanu R. România și Uniunea Europeană-Inflația, balanța de plăți, creșterea economică, Editura Polirom, București, 2000
18. Dinu Marin, Cristian Socol, Marius Marinaș *Economia europeană*, Editura Economică, București, 2004
19. Dinu Marin, Cristian Socol, Aura Niculescu *Economia României. O viziune asupra tranziției*
20. Dixit, Avinash and Luisa Lambertini (2001). Monetary-Fiscal Policy Interactions and Commitment versus Discretion in a Monetary Union, *European Economic Review*. 45(4-6): 977-987.
21. Eichengreen, Barry (2004). Institutions for Fiscal Stability, *CESifo Economic Studies*. 50(1): 1-2
22. European Central Bank Working Paper, No. 421 (Frankfurt: European Central
23. Figuet, J.-M., Nenovsky, N. (2006). „Convergence and shocks in the road to EU: Empirical investigations for Bulgaria and Romania”, *William Davidson Institute Working Paper* nr. 810
24. Frâncu Marin, „Noul val european al simplificării regimului fiscal”, Revista „Euroconsultanță. Ghidul firmei”, nr.9/septembrie 2005
25. Friedman, M (1972), *An Economist's Protest*, Thomas Horton and Company, New Jersey
26. Fullerton, D., On the possibility of an inverse relationship between tax rates and government revenues, *Journal of Public Economics* 19, 1982, 3-22
27. Georgescu, F., Starea economico-sociala a Romaniei in anul 2000, Editura Expert, 2002
28. Giavazzi, F., T. Jappelli and M.Pagano (2000), “Searching for non-Keynesian effects of fiscal policy: Evidence from industrial and developing countries”, *NBER Working Paper Series*, No 7460.
29. Grigorie-Lăcrița N., „Acordarea facilităților fiscale: cum? cât? cui?”, Revista „Impozite și taxe”, nr. 2/ februarie 2006
30. Hanusch, H., Balzat, M. (2004). „A new era in the dynamic of european integration”, *Beitrag* nr. 261, Faculty of Economics, University of Augsburg

31. Hemming, R., Kell, M. and Mahfouz, S. 2002. "The Effectiveness of Fiscal Policy in Stimulating Economic Activity: A Review of the Literature." IMF Working Paper 02/208. Washington D.C.: International Monetary Fund.
32. Hemming, R., Mahfouz, S. and Schimmelpfennig, A. 2002. "Fiscal Policy and Economic Activity in Advanced Economies." *IMF Working Paper 02/87*. Washington, D.C.: International Monetary Fund.
33. Hjelm, G. (2002), "Is private consumption growth higher (lower) during periods of fiscal contractions (expansions)?" *Journal of Macroeconomics* No.24, pp.17-39.
34. Joulfaian, D., and R. Mookerjee (1990), The Intertemporal Relationship Between State and Local Government Revenues and Expenditures: Evidence from OECD Countries, *Public Finance*, Vol. 45, 109-117
35. Keynes, J. M. 1980. *Activities 1940-1946 Shaping the Post-War World: Employment and Laffer Curve In a Real Effort Experiment*, Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, Montréal, Février 2006, 1-36
36. Kopits, G., 2001: Fiscal rules: useful policy framework or unnecessary ornament? In: IMF Working Paper 145.
37. Lévy-Garboua, Louis David Masclet and Claude Montmarquette, *A Micro-foundation for the* Mankiw, G. N. 2000. "The Savers-Spenders Theory of Fiscal Policy." *American Economic Review*, 90(2): 120-125.